

- 1 -

LE DEVELOPPEMENT**Concept, doctrine ou idéologie**

Toute opération de développement se réfère, explicitement ou non, à des schémas théoriques. La lecture des projets, si elle vise à cerner les discours autant que les pratiques, suppose de pouvoir dater approximativement les opérations par rapport à l'évolution des théories du développement.

Cet exposé propose donc un bref rappel historique afin de fournir les jalons d'un décryptage des cadres théoriques qui imprègnent telle ou telle opération. Il ne s'agit donc pas d'un inventaire des théories du développement, mais de leur succession dans le temps, de leur diversification, de la place qu'elles assignent au milieu rural.

**LE CONCEPT OU LA PROBLEMATIQUE DEVELOPPEMENT
SOUS-DEVELOPPEMENT**

S'il est déjà question de "développement" dans les écrits de J.B. SAY, le terme ne devient objet d'une théorisation qu'avec l'émergence politique des nations du Tiers-Monde.

Jusqu'à la seconde guerre mondiale, le problème du sous-développement n'existe pas en soi. "Laisser faire" est le dogme de base, la théorie des avantages comparatifs et la division internationale du travail sont supposées conduire à la croissance les pays les moins développés, alors pour la plupart colonisés, en les intégrant au système des échanges internationaux.

Ces thèses resteront dominantes jusque dans les années soixante, avec comme ténors A. LEWIS (1963) et W. ROSTOW (1960)¹

¹ Les dates sont celles des parutions en français.

A-historiques, ces théories ne se posent pas le problème de l'évolution des structures sociales et des rapports de domination entre pays développés et pays sous-développés (PSD). Plus exactement, elles refusent de se le poser; le sous-titre de l'ouvrage de ROSTOW est "a non-communist manifest". Dominantes, ces thèses n'ont pas totalement cessé de l'être, surtout en Amérique Latine où les disciples de LEWIS sont au pouvoir ici et là (Argentine, Chili...) et peut-être également au Nigéria.

Dans les années soixante, plusieurs ruptures interviennent. Des auteurs comme P. BAIROCH (1963) et après lui J. FREYSSINET (1964) montrent le caractère historiquement localisé du phénomène de sous-développement.

Avec BAIROCH commence à voir le jour l'idée du sous-développement comme produit du développement. Il démontre sans ambiguïté que les PSD d'aujourd'hui ne sauraient se développer selon les étapes qu'ont connues les sociétés industrielles.

D'autres, tels F. PERROUX (1962) en France, A.O.HIRSCHMAN (1964) aux Etats-Unis ou G.MYRDAL (1959) en Suède, mettent en relief l'importance des transformations de structures dans le processus de développement et la nécessité d'une planification cohérente à partir de pôles de croissance. C'est ce que nous appellerons la critique non-radical, ou critique libérale, qui remet en cause la vision du développement sans toutefois poser la question du système de relations entre ce qui fut baptisé par la suite le Centre et la périphérie.

En gros, les économies sous-développées sont pensées comme "désarticulées" et "duales". Désarticulées car les divers secteurs d'activité n'entretiennent que peu ou pas de rapports entre eux. En jargon d'économiste, il est dit que le tableau d'échanges inter-industriels (TEI) présente de nombreuses cases blanches. Duales car s'y juxtaposent une économie traditionnelle a-monnaire à faible productivité et un secteur moderne capitalistique tourné vers l'étranger. Le sous-développement repose sur une série de blocages économiques et socio-culturels qu'il suffirait de lever pour mettre en oeuvre le développement, processus cumulatif auto-entretenu.

Dans un environnement international dont la domination est réduite à la seule détérioration des termes de l'échange (P.PREBISCH, 1964) le développement demeure conditionné par des facteurs internes à organiser, à planifier.

Ces thèmes ont eu de larges applications -et en ont encore- en Afrique tant au niveau de la planification que des politiques agricoles. Parmi les exemples que l'on peut citer: les perspectives décennales du Niger et les plans algériens de développement.

Dans ces théories, l'évolution du milieu rural est subordonnée à l'industrialisation, clé et but du développement (G.DE BERNIS, 1964). Je crois pouvoir avancer sans risque que

ces thèses ont dominé la décennie du développement au niveau des pratiques.

Toujours dans les années soixante se développe une critique plus radicale, d'origine marxiste; on l'appellera la "critique externe" en raison de son extériorité par rapport au système dominant, à l'establishment du développement.

C.FURTADO (1966), P.BARAN (1962), P.M.SWEEZY (1976), S.AMIN (1967), C.BETTELHEIM (1966), E.CHE GUEVARRA (1964), J.FREYSSINET (1966), etc... sont autant d'exemples de ces courants -au demeurant fort divers- qui posent le problème sur une base historique, démontrent que le sous-développement des uns est produit du développement des autres et que l'analyse du phénomène passe par celle de l'impérialisme et des rapports Centre-Périphérie.

Cette analyse sera le plus souvent conduite en termes de modes de production et de formation économique et sociale. La loi des avantages comparatifs est battue en brèche et la spécialisation internationale démystifiée comme instrument idéologique de pérennisation de l'impérialisme (A.GUNDER FRANCK, 1969, A.EMMANUEL, 1970).

Le développement de ces théories d'essence marxiste connaît une évolution liée à celle des luttes anti-impérialistes en Asie et en Amérique Latine, anti-coloniales en Afrique. Il faut peut-être noter que ces théories se développent, se diffusent, surtout au sortir de la guerre froide, et après la condamnation du stalinisme.

Cette critique va toutefois rester extérieure jusqu'en 1970-1971, c'est-à-dire jusqu'à la fin de la décennie du développement. Celle-ci se solde par un échec dont le constat amène à la digestion par l'establishment économique et politique du discours de cette critique jusque là extérieure. Il importera de voir comment se fait cette "récupération", ce qui la rend possible.

LES DOCTRINES ET LES SCHEMAS DE CROISSANCE

Le modèle libéral ne propose pas de schéma de croissance en soi, puisque reposant sur le "laisser faire" et la théorie des avantages comparatifs, il assigne au secteur capitaliste le rôle moteur, et au milieu rural celui de débouché et de fournisseur de main-d'oeuvre. Il s'agira surtout d'attirer les capitaux étrangers et de leur fournir les conditions adéquates de mise en oeuvre, notamment la paix sociale (cf. Argentine et Chili).

Les modèles de type PERROUX veulent intégrer l'économie par l'industrialisation. Il s'agit de multiplier les liaisons entre les différents secteurs de l'activité économique de telle sorte que chacun devienne à la fois fournisseur et débouché pour tous les autres. C'est là le "noircissement" du tableau d'échanges inter-industriels (TEI), nécessaire pour que s'enclenche le processus cumulatif de croissance, celle-ci étant définie comme "accroissement des dimensions impliquant des changements de structures"(PERROUX)

Ce type de schéma assigne à l'agriculture de permettre l'industrialisation par dégagement d'un surplus en produits et en travail (main d'oeuvre). La mobilisation de ce surplus par l'Etat devant permettre l'industrialisation, laquelle doit à nouveau trouver à écouler ses produits dans une agriculture modernisée.

Ainsi se comprend par exemple le plan de développement algérien:

- 1 l'industrie a le rôle moteur de la croissance;
- 2 la mise en place de l'infrastructure industrielle est censée aller de pair avec une re-structuration du secteur agricole (réforme agraire, aménagements fonciers);
- 3 l'agriculture, laissée pour compte dans un premier temps, doit être au "rendez-vous" en 1980, c'est-à-dire en mesure de recevoir les produits industriels et de lui fournir des matières premières, en même temps que les hausses de productivité permettront la création d'emplois pour lutter contre l'exode des travailleurs vers la ville ou l'étranger.

La croissance se met en place à partir de pôles industriels, les industries étant choisies en fonction de leurs possibles effets d'entraînement sur le reste de l'économie (cf. DE BERNIS, 1964). Ce schéma de croissance, resté longtemps dominant (ne l'est-il plus?) assigne dans les faits un rôle second et subordonné au milieu rural. Il implique aussi de facto la subordination des cultures vivrières aux cultures d'exportation: la circulation de ces dernières étant aisément contrôlable, c'est à travers elles que le surplus supposé existant sera le plus facilement prélevé par l'Etat. Ainsi le second plan camerounais énonce-t-il que "le producteur rural doit cesser de ne produire que ce qui se consomme pour produire ce qui se vend". En clair, le producteur rural doit faire moins de vivrier et plus de culture de rente.

Enfin, ces schémas prennent appui sur le système des prix payés aux producteurs respectivement pour les cultures vivrières et pour les cultures d'exportation, système qui à la fois permet et exprime le transfert de valeur du vivrier à l'exportable (MEILLASSOUX, 1975).

Les schémas marxistes et néo-marxistes de croissance, bien que nombreux et divers, présentent maints traits communs.

Tous assignent à l'Etat de prendre en charge le développement, par une planification forte même si elle doit être "décentralisée", "participative", etc...

Il s'agit de briser le rapport de domination impérialiste et de planifier un développement auto-centré".

Il faut briser la dépendance vis-à-vis de l'extérieur en intégrant l'économie, ceci dans des ensembles régionaux (AMIN), afin d'assurer une croissance qui ne multiplie pas les inégalités mais au contraire les restreigne.

LES IDEOLOGIES DU DEVELOPPEMENT

Pour G.DUBY, "L'idéologie n'est pas un reflet du vécu, c'est un projet d'agir sur lui"¹. Les théories du développement laissent à penser qu'elle est à la fois l'un et l'autre.

Pour les libéraux, point n'est besoin de donner un contenu humaniste au concept. Le modèle à atteindre se trouve dans les sociétés industrielles occidentales et à la limite, dans l'américain way of life.

Pour la "critique interne" ou critique non radicale, le développement serait "la croissance prenant en compte les coûts de l'homme" (PERROUX). Ce développement a l'Homme pour finalité, "dans toutes ses dimensions"; on peut situer dans la même ligne humaniste la définition de la santé adoptée par l'OMS: "état complet de bien-être physique, mental et social". Il s'agit en fait d'un habillage humanisant de la croissance, que l'on voudrait sans heurt. Cette croissance pourrait donc être à la fois "déséquilibrée" (HIRSCHMAN) et... porteuse d'harmonie.

Pour la critique marxiste, il ne s'agit pas d'évacuer les conflits, bien au contraire. Le but à atteindre est la société socialiste sans classe. Mais ceci suppose à la fois la lutte contre l'impérialisme à l'extérieur et le développement des luttes de classes à l'intérieur. Ce qui pose le problème de la nature et du rôle de l'Etat; de la nature et du rôle de la planification.

Tel est, posé de façon caricaturale, le principe. Dans la réalité les thèses de S.AMIN ont été facilement reprises au niveau des discours officiels. Ce avec d'autant plus de facilité que loin de menacer l'ordre établi, elles confortent les bourgeoisies locales dans leurs tentatives d'investissement de l'appareil économique. On parlera donc ici et là de la nécessité d'un développement "auto-centré"; ceux-là même qui en vivent dénonceront à des fins politiques la dépendance et l'impérialisme, au nom de l'indépendance nationale.

Ainsi vidé de son contenu théorique (à moins que celui-ci ne s'y prête?) le discours de S.AMIN apporte une caution aux pouvoirs en place dans les pays africains.

On comprend mieux, dès lors, qu'à l'issue de la décennie du développement ce discours ait pu être également repris par les organisations internationales, sans grand risque. Le produit en est l'ouvrage de U.LELE (1975).

Notons toutefois que cette reprise en compte ne se fait que pour le milieu rural et se satisfait fort bien du développement prodigieux des crédits privés aux pays du Tiers-Monde. Notons enfin que pour l'industrie, l'habillage idéologique demeure celui de la théorie de la croissance type F.PERROUX, la réalité restant souvent celle du "laisser faire".

¹ Les trois ordres ou l'imaginaire du féodalisme. Gallimard, 1979

En fin de compte, quelle que soit l'école de pensée, le "concept" de "développement" apparaît comme l'habillage idéologique de la croissance. Il est ce qu'on assigne comme but à la croissance, réalité quantifiable, croissance toujours conçue comme un processus cumulatif auto-entretenu; croissance qui peut être envisagée de multiples façons, mais qui n'est remise en cause par personne, fors le Club de Rome (qui lui doit son existence....).

CROISSANCE ET SOCIÉTÉS RURALES

On sait que l'accumulation, monétaire ou autre, entraîne de profonds bouleversements sociaux qui vont de la capitalisation de la force de travail à la constitution éventuelle de classes sociales antagonistes bien différenciées.

M. MAUSS (1923), G. BALANDIER (1955) et après eux C. MEILLASSOUX (1964), ont montré que les sociétés rurales mettent en place des mécanismes sociaux destinés à neutraliser au mieux les effets de l'accumulation sur la structure sociale, qu'il s'agisse de la destruction de cette accumulation (*potlatch*) ou de sa redistribution à travers des luttes de prestige (*bilaba*).

Les sociétés où l'accumulation s'opère en s'élargissant semblent être celles où l'enrichissement vient conforter les structures sociales existantes, où la stratification sociale nouvelle trouve à s'exprimer dans la stratification politique traditionnelle. Ainsi en va-t-il des sociétés bamiléké où la réussite matérielle se réinvestit en titres dans la chefferie traditionnelle¹.

Toujours est-il que pratiquement toutes les sociétés rurales africaines sont conçues de telle sorte que la croissance -cumulative et auto-entretenu- met en danger leur survie.

Elles produisent donc des "réponses" destinées à limiter les effets du changement. Mais ces réponses mêmes les amènent à se transformer (MEILLASSOUX, 1964).

Dans le même temps, les sociétés industrielles sont condamnées à la croissance pour survivre.

Dès lors, le "développement rural" apparaît comme rapport de forces entre deux modes de reproduction contradictoires, l'un s'imposant progressivement à l'autre.

L'étude des modalités concrètes de ce rapport de forces principal me semble constituer l'intérêt éventuel de ce séminaire.

¹ Encore convient-il de noter que cette chefferie actuelle est le produit d'une évolution qui a rendu possible l'adéquation des structures politiques et de la stratification sociale nouvelle.

Dans cette optique, les opérations de développement, qui se veulent l'instrument de la croissance en milieu rural, sont bien évidemment un lieu privilégié d'observation de ces rapports de forces. Et il nous faut constater qu'aucune théorie du développement ne remet en cause la nécessité des interventions sous forme d'"opérations de développement". Sont discutés les principes de base, les objectifs économiques, politiques, sociaux; pas l'existence de ces opérations qui semble aller de soi.

Or, les lignes qui précèdent voudraient faire comprendre :

- que l'on ne peut pas vouloir la croissance et en même temps la préservation des structures sociales (la croissance implique nécessairement la transformation de ces structures);
- qu'a fortiori il est illusoire de penser pouvoir "appuyer" la croissance sur des modes de production précapitalistes, organisés pour se survivre à eux-mêmes. Au mieux pourra-t-on opérer une *ponction*, ce à quoi se réduit le plus souvent le "développement" rural dans les faits. Lequel "développement" se traduit en contrepartie par la pénurie vivrière, le renforcement de la stratification sociale, la surexploitation des femmes, les migrations vers la ville.... ou l'étranger.

Les théories de la croissance, quelles qu'elles soient, tendent à considérer le milieu rural comme un tout indifférencié, au mieux dual (les leaders et les autres, ou les exploités et les exploités), ayant sa place dans les schémas au même titre que l'industrie ou la distribution, comme "secteur".

Mais lorsqu'il s'agit de passer du schéma théorique à la pratique, quand il lui faut descendre de la planification nationale au projet d'intervention, l'économiste se heurte à la complexité des structures sociales concrètes.

Il se tourne alors vers le sociologue ou l'anthropologue et lui demande non pas ce que les paysans veulent, mais bien comment utiliser les structures sociales existantes ou comment les modifier à moindre coût dans le sens désiré par lui. Un peu comme autrefois l'administrateur colonial assignait à l'ethnologue de "trouver le chef"¹

¹ En langage moderne la question se traduit ainsi: "faire l'analyse systématique du milieu pour en dégager les niveaux de décision pertinents" ... Ainsi risquent de se trouver pervertis des outils d'analyse à l'origine élaborés dans un but critique.

ELEMENTS BIBLIOGRAPHIQUES

Un ouvrage de référence:

FREYSSINET (J.), 1966 - *Le concept de sous-développement*, Paris, Mouton, 369 p., bibliogr. (505 titres référencés).

Voir également:

in AUSTRUY (J.), 1965 - *Le scandale du développement*, Paris, la bibliographie analytique et critique de G. CAIRE.

AMIN (S.), 1967 - Le développement du Capitalisme en Afrique Noire. in *L'Homme et la Société* n° 12.

AMIN (S.), 1970 - *L'accumulation à l'échelle mondiale*, Paris, Anthropos, 592 p.

BAIROCH (P.), 1967 - *Diagnostic de l'évolution économique du Tiers-Monde depuis 1900*, Paris, Gauthier-Villars.

BAIROCH (P.), 1971 - *Le Tiers-Monde dans l'impasse*.

BALANDIER (G.), 1964 - *Sociologie actuelle de l'Afrique Noire*, Paris, PUF, (2e éd.).

BARAN (P.) et HOBSBAW (E.), 1962 - Un manifeste non communiste. in *Les Temps Modernes*, juin, pp. 1914-1927 (critique de ROSTOW).

BETTELHEIM (C.), 1966 - *Problèmes théoriques et pratiques de la Planification*, Paris, Maspero.

CHE GUEVARRA (E.), 1964 - Discours à la CNUCED. in *Actes de la conférence des Nations Unies*, Genève, 1964.

DESTANNE DE BERNIS (G.), 1964 - L'industrialisation des pays en voie de développement. Impératifs, Préalables, Voies et Moyens. in *Développement et Civilisations*, n° 1-2, pp. 135-174.

EMMANUEL (A.), 1970 - *L'échange inégal*, Paris, Maspero.

FURTADO (C.), 1966 - *Développement et sous-développement*, Paris, PUF.

GUNDER-FRANCK (A.), 1969 - *Le développement du sous-développement: l'Amérique Latine*. Paris, Maspéro.

HIRSCHMAN (A.O.), 1964 - *Stratégie du développement économique*, Paris, Editions ouvrières.

LELE (U.), 1975 - *Le développement rural. L'expérience africaine*. Banque Mondiale. Préface de Mc NAMARA.

LEWIS (W.A.), 1964 - *Stratégie du développement économique*, Paris.

MAUSS (M.), 1923 - Essai sur le don. in *Annales sociologiques*, n° spécial, I.

MEILLASSOUX (C.), 1968 - Ostentation, destruction, reproduction. in *Economies et sociétés*, II, 4, avril.

- MEILLASSOUX (C.), 1975 - *Femmes greniers et capitaux* Paris, Maspéro.
- MYRDAL (G.), 1959 - *Théorie économique et pays sous-développés*, Paris.
- MYRDAL (G.), 1972 - *Le défi du monde pauvre*, Paris, Gallimard.
- PERROUX (F.), 1962 - *L'économie des jeunes nations*, Paris.
- PREBISCH (P.), 1964 - *Actes de la conférence des Nations Unies*, Genève.
- ROSTOW (W.), 1962 - *Les étapes de la croissance économique, (a non-communist manifesto)*, Paris, Seuil.
- SWEEZY (P.M.), 1976 - *Le capitalisme moderne*, Paris, Seuil.